

VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Suisse et Liechtenstein

Une publication du SE de Berne
Semaine du 14 septembre 2026

Faits saillants

- Le SECO relève nettement sa prévision de croissance pour 2026, à +1,7%.
- Le Conseil des Etats a approuvé l'accord commercial entre l'AELE et le Mercosur.
- Démission surprise de la Secrétaire d'Etat à l'Economie Hélène Budliger Artieda pour fin mars 2027.

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 17/09	Var. vs 10/09
EUR/CHF	0,9468	+ 0,4 %
USD/CHF	0,8253	+ 1,9 %
SMI	13 947	+ 1,5 %
Taux 10a	0,579 %	+ 4 pb

Macroéconomie

Prévisions conjoncturelles : Le SECO (Secrétariat d'Etat à l'économie) a significativement relevé sa prévision de croissance pour 2026 (cf. [communiqué](#)), en raison des résultats meilleurs qu'attendu enregistrés par l'économie suisse au 2^{ème} trimestre. L'économie suisse a en effet, jusqu'à présent, mieux résisté que prévu au contexte international, avec une croissance trimestrielle de +1,5% au 2^{ème} trimestre 2026, qui s'explique pour près de la moitié par le secteur chimie-pharma. Les experts du SECO estiment toutefois que cette performance pourrait surestimer la dynamique économique sous-jacente et prévoient une correction au second semestre. Sur l'ensemble de l'année, le SECO table désormais sur une croissance de +1,7% en 2026 (prévisions de juin : 0,9%) et maintient ses projections à +1,6% pour 2027. Ces perspectives demeurent néanmoins entourées d'importantes incertitudes, liées notamment au conflit en Iran, aux prix élevés de l'énergie et aux incertitudes persistantes en matière de politique commerciale.

Accord de libre-échange AELE - Mercosur : Le Conseil des Etats (chambre haute du Parlement) a approuvé l'accord commercial entre l'Association européenne de libre-échange (AELE) et le Mercosur par 35 voix contre 7. Le traité retourne au Conseil national où il avait été rejeté de justesse en juin (cf. [veille économique et financière du 13 au 19 juin](#)), puis il pourrait faire l'objet d'un référendum. L'accord de libre-échange (ALE) est défendu par le ministre de l'Economie et Président de la Confédération, Guy Parmelin, qui souligne notamment que l'UE a déjà conclu un ALE avec le Mercosur, en application provisoire depuis mai 2026. L'accord entre l'AELE et le Mercosur devrait permettre à la Suisse d'économiser 150 M CHF de droits de douane par an. En contrepartie, la Suisse doit autoriser l'importation de 25 contingents, dont font partie la viande et le vin. Le Conseil des Etats a également débloqué 517 M CHF pour l'agriculture suisse sur la période 2028-2033, dont la majeure partie sous forme de crédits d'investissement sans intérêts. Le Conseil fédéral souhaitait initialement allouer 158 M CHF pour atténuer les conséquences négatives pour les agriculteurs (cf. [veille économique et financière du 16 au 22 mai](#)).

Exportations - Août 2026 : Après leur essor du mois précédent (+14,6%), les exportations ont chuté de 17,2% en août 2026, plombées exclusivement par la chimie-pharma (cf. [communiqué](#)). En effet, après un envol de 27,6% en juillet dernier, les exportations de ce secteur ont chuté de 32,2% en août 2026. Les secteurs machines, électronique et appareils, véhicules ainsi que la bijouterie et joaillerie ont quant à eux constitué les moteurs de croissance des exportations. Les exportations ont faibli en direction des trois principaux marchés : de 31% en Amérique du Nord, 19% en Asie et 9% en Europe. Les importations ont également reculé (-11,6 %), malgré la progression des véhicules et des métaux et produits métalliques, avec une baisse des approvisionnements en provenance d'Europe (-8 %), d'Amérique du Nord (-3 %) et d'Asie (-1 %). Au total, les exportations se sont élevées à 23,0 Mds CHF (-17,2% ; réel : -8,6%) et les importations à 17,4 Mds CHF (-11,6% ; réel : -3,1%), dégageant un excédent de la balance commerciale de 5,6 Mds CHF.

Politique économique suisse : L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a publié son rapport sur la politique économique de la Suisse (cf. [communiqué](#)). La Suisse demeure l'une des économies les plus stables et prospères du monde, portée par des fondamentaux macroéconomiques solides, des institutions robustes et des finances publiques saines. Elle reste néanmoins exposée aux incertitudes internationales et à une forte concentration de son activité autour de quelques secteurs clés, notamment la pharmacie, ainsi qu'à l'évolution de ses relations économiques avec l'UE, son principal partenaire commercial. L'OCDE identifie toutefois plusieurs défis structurels : la soutenabilité à long terme des finances publiques face au vieillissement démographique, la hausse des coûts de santé, la pénurie de logements, ainsi que la nécessité de stimuler la productivité.

Démission : La Secrétaire d'Etat à l'Economie Hélène Budliger Artieda a annoncé sa démission pour la fin mars 2027 (cf. [communiqué](#)). Cette annonce inattendue a suscité une vive surprise au Parlement comme dans les milieux économiques, où son action était largement saluée. En poste depuis 2022, elle s'est notamment fortement investie dans plusieurs dossiers économiques majeurs, au premier rang desquels les négociations avec les États-Unis sur les surtaxes douanières, mais aussi les Bilatérales III et plusieurs accords de libre-échange. Officiellement, Helene Budliger Artieda indique souhaiter relever un nouveau défi professionnel pour les dernières années de sa carrière. Les raisons précises de ce départ ne sont toutefois pas connues.

Secteurs financiers

Journée des banquiers : La « Journée des banquiers » 2026, organisée chaque année par l'Association suisse des banquiers (ASB), s'est tenue le 17 septembre à Saint-Gall et avait pour thème principal la compétitivité de la place financière suisse. Invité à s'exprimer dans le contexte de la réglementation « Too Big To Fail » (TBTF), le président du conseil d'administration d'UBS, Colm Kelleher, a notamment réitéré son attachement à garder le siège de la banque en Suisse, à moins que les futures exigences en fonds propres ne lui permettent plus d'être compétitif. Il s'est néanmoins montré confiant dans la capacité de trouver un « compromis constructif ».

Pour mémoire, UBS s'oppose au projet du Conseil fédéral visant à imposer une couverture intégrale en fonds propres durs (CET1) des participations dans ses filiales étrangères. Fin août, la commission compétente du Conseil des États a proposé une solution moins stricte, reposant sur une couverture à 50 % en CET1 et à 50 % en instruments Additional Tier 1 (AT1), compromis dont Colm Kelleher a indiqué qu'UBS pouvait « s'accommoder ». Le dossier poursuit désormais son examen parlementaire et les règles définitives ne devraient pas être arrêtées avant fin 2026, voire 2027.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Etienne OUDOT de DAINVILLE

Rédaction : Julie MURO, Justine BULTEL

Abonnez-vous : berne@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Crédits visuels : Pixabay